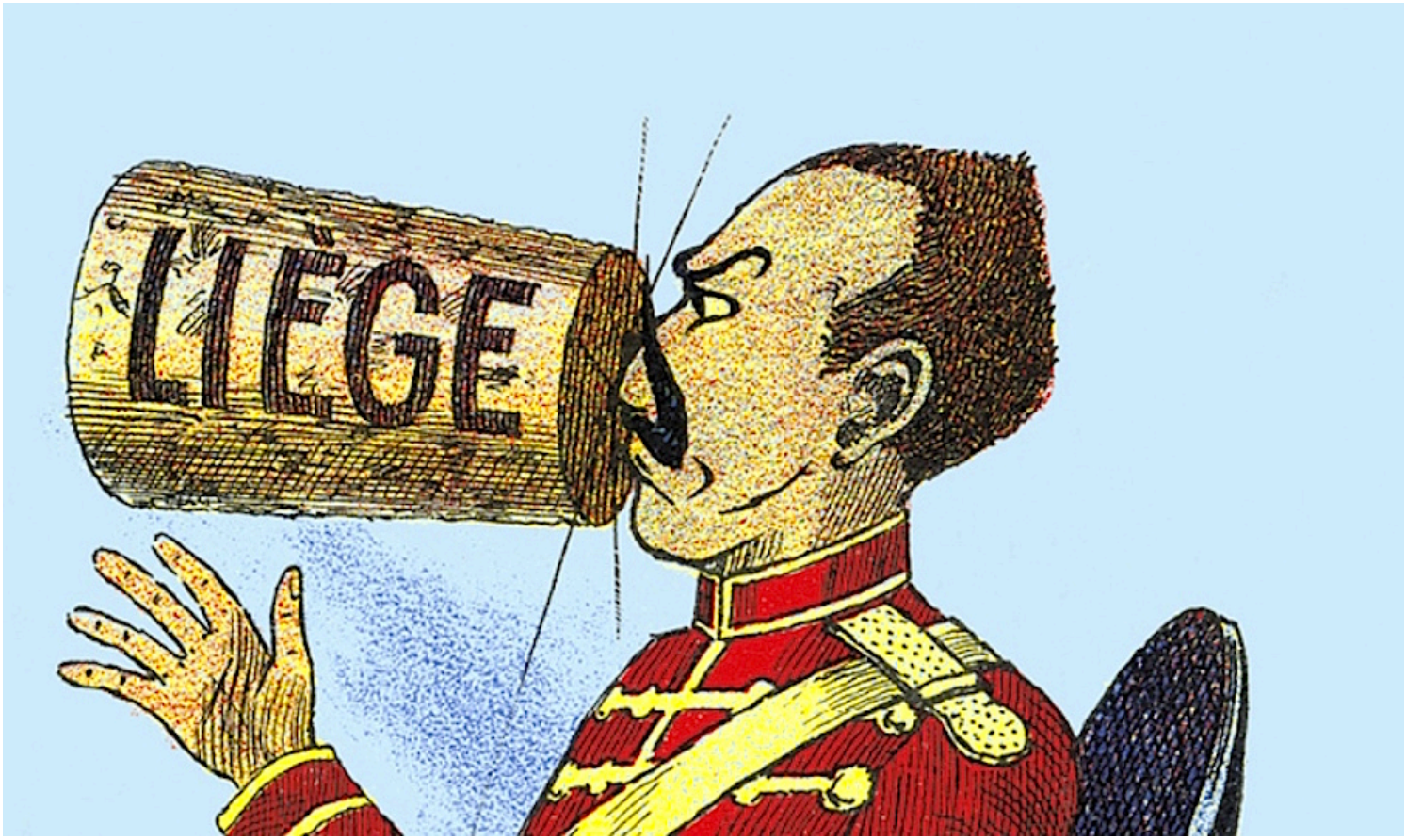
DAILY SCIENCE
DÉCOUVREZ LA SCIENCE, LA RECHERCHE ET L'INNOVATION "MADE IN BELGIUM"

QUAND LE CAFÉ VIENNOIS DEVIENT LIÉGEOIS

Publié le 22 octobre 2018



par Raphaël Duboisdenghien

Sous la direction des historiennes Chantal Kesteloot et Laurence van Ypersele, 24 spécialistes de l'histoire de la guerre 1914-1918 publient «La Belgique et la Grande Guerre» aux éditions Racine. Abondamment illustré de photos et de dessins d'époque, le livre épingle des événements, des enjeux et des traces laissées par le premier conflit mondial.

"La Belgique et la Grande Guerre", éditions Racine, VP 29,95 euros.

Six itinéraires sont proposés. Des 8 jours de pluie d'obus allemands subis en août 1914 par le fort de Loncin, qui faisait partie de la ceinture fortifiée de Liège, à la station bruxelloise de métro Maelbeek. Endeuillée par l'attentat du 22 mars 2016. Affichant un «We will never forget», «Nous n'oublierons jamais», en mémoire des victimes. Une inscription qui convient aussi à la Première Guerre mondiale.

Une nouvelle vigueur à la recherche

«Longtemps, les recherches sur la Grande Guerre sont restées dans l'ombre de celles sur la Seconde Guerre mondiale», déplorent Chantal Kesteloot, chargée de la direction du secteur Histoire publique au Centre d'Études et Documentation Guerre et Sociétés contemporaines (Gegesoma), et Laurence van Ypersele, professeure d'histoire contemporaine et de critique historique à l'Université catholique de Louvain (UCLouvain).

«Cette situation appartient heureusement au passé. Après le premier élan des années 1990, les commémorations du centenaire de la Première Guerre mondiale ont donné à la recherche scientifique belge une nouvelle vigueur. Au moment où elles se terminent, il nous a semblé important de partager les résultats de ces recherches avec le grand public.»

A Paris, la station de métro Berlin devient la station Liège

La résistance de l'armée belge qui défend Liège en 1914 émeut les Français. «Les garçons de café parisiens rebaptisent café liégeois le très populaire café viennois», raconte Laurence van Ypersele. «De même, les pouvoirs publics français saluent la défense de Liège en accordant, le 7 août, la Légion d'honneur à la Ville. Tandis que la station de métro Berlin devient la station Liège.»

«Par son refus catégorique de l'ultimatum allemand suivi de la réelle défense du pays par l'armée, le roi Albert y devient le roi-chevalier. Incarnation du droit et de l'honneur. Véritable David inébranlablement dressé contre le Goliath teuton. Quant aux villes martyres que sont Louvain et Dinant, elles incarnent les sévices subis par le peuple belge. Révélant du même coup la barbarie ontologique de l'ennemi.»

Les barons Zeep trahissent la solidarité

Cinquième puissance économique mondiale avant la guerre, la Belgique est victime du blocus continental organisé par la Royal Navy en novembre 1914. Le pays ne retrouvera plus jamais ce rang.

«Les stocks de nourriture se vident rapidement et les prix augmentent à toute vitesse», note Florent Verfaillie, doctorant au Centre d'études guerre et société contemporaine de l'Universiteit Gent. «Ni le gouvernement belge, exilé au Havre, ni l'occupant n'interviennent pour faire face au drame annoncé. En septembre 1914, l'industriel Ernest Solvay, le directeur de la Société générale Émile Francqui et le patron de la Sofina Dannie Heineman créent le Comité national de secours et d'alimentation.»

La situation misérable de nombreux Belges débouche sur des émeutes, des marches de la faim. Surtout en zone urbaine plus affectée que les campagnes par le manque de nourriture. La foule accuse les enrichis par la guerre, surnommés «barons Zeep», de trahir la solidarité nationale.

«Le savon, zeep en néerlandais, est un produit dont la fabrication en Belgique est protégée par les

Allemands qui en interdisent l'importation. De cette manière, l'occupant peut récupérer certains sous-produits rares et coûteux issus de sa fabrication qui entrent dans la composition des explosifs. Ceci a pour effet de décupler le prix du savon.»

Papieren, bitte!

Avant la guerre, les Belges n'ont pas de carte d'identité. S'ils sont âgés de plus de 15 ans, l'occupant leur impose, en octobre 1915, un «certificat d'identité» trilingue pour contrôler leurs déplacements. «Ce certificat est à retirer auprès des administrations communales qui auront bien des difficultés à faire face à cet afflux», relate Chantal Kesteloot. «La presse censurée regorge de témoignages d'habitants mécontents.»

«En 1919, conscient des facilités administratives que permet le document, l'État belge introduit à son tour l'obligation du port de la carte d'identité. Si la mesure est ressentie comme contraignante par certains, d'autres y voient surtout la fin du Personal-Ausweis tant honnis.»